



GRUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

467 chaussée de Louvain
B – 1030 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 241 84 20
Fax : +32 (0)2 245 19 33
Courriel : admi@grip.org
Internet : www.grip.org
Twitter : [@grip_org](https://twitter.com/grip_org)
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».



Le GRIP bénéficie du soutien du [Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles](#).

NOTE D'ANALYSE – 7 août 2014

MAAZAZ Ismaël. Turbulences en Libye méridionale : une menace majeure pour le bassin sahélien. Note d'Analyse du GRIP, 7 août 2014, Bruxelles.

<http://www.grip.org/fr/node/1350>



NOTE D'ANALYSE

TURBULENCES EN LIBYE MÉRIDIONALE : Une menace majeure pour le bassin sahélien

Par **Ismaël Maazaz**

7 août 2014

Résumé

Depuis la chute du régime kadhafiste en 2011, le sud de la Libye est devenu le lieu de confluence de nombreux groupes armés, dans un contexte de défaillance généralisée de l'État et de fragmentations communautaire et régionale. Engagées dans une confrontation pour le contrôle des ressources et le monopole du pouvoir, les milices et brigades actives dans la région se sont progressivement immiscées dans les trafics transfrontaliers et suscitent l'inquiétude des pays mitoyens, qui craignent une propagation du conflit à l'ensemble de la sous-région.

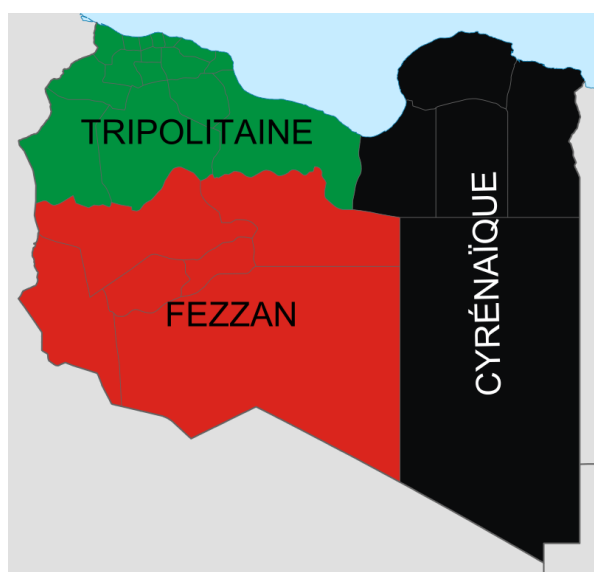
Abstract

Turmoil in Southern Libya: a major threat for the Sahel region

Since the fall of the Gaddafi regime in 2011, South Libya has become the meeting point of numerous armed groups under a background of global breakdown of the State and community and region fragmentation. Involved in a struggle for gaining the control over resources and power monopoly, active militias and brigades have gradually meddled with transborder trafficking, and disturb frontier countries, which fear a spread of conflict and tension to the sub-region as a whole.

Introduction

Comparé à la durée de la crise somalienne, l'effondrement provoqué du régime de Mouammar Kadhafi en Libye a été extrêmement rapide. L'intervention de l'OTAN avait débuté moins de deux mois après les premières manifestations en février 2011 et avait précipité en septembre la fin de l'un des règnes les plus longs du XX^e siècle, Kadhafi étant à la tête du pays depuis 1969. Cependant, les conséquences de cette chute se font encore sentir pour la Libye et l'ensemble de la sous-région sahélo-saharienne. Aujourd'hui, le pays fait face à de nombreux défis et peine à se doter d'un véritable gouvernement. Alors que les observateurs se concentrent sur les événements en Tripolitaine et dans les villes portuaires d'importance comme Benghazi ou Misrata, le Sud libyen est plutôt délaissé par les analystes. Pourtant, c'est bien depuis cette région que menace de se construire un « polygone de crises¹ » à cheval entre le Maghreb et l'Afrique centrale et occidentale.



Subdivisions de la Libye en trois provinces
(Source : Wikipedia)

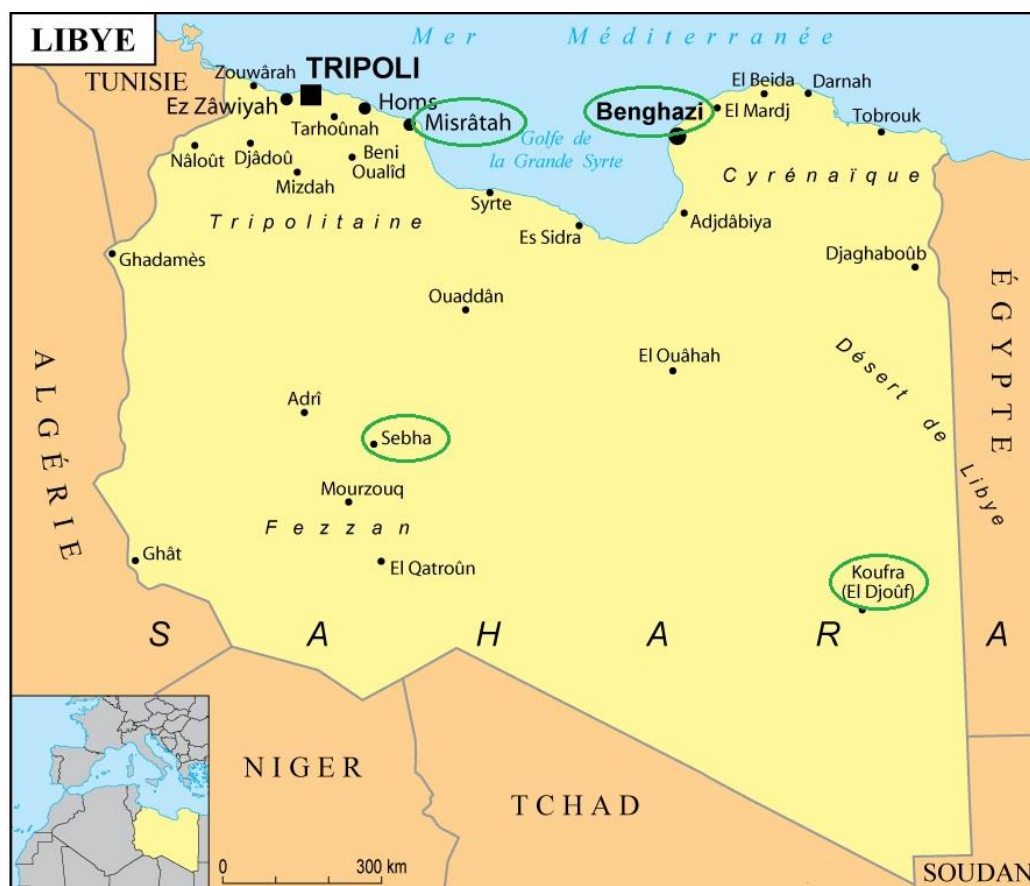
Si les expressions « Sud libyen » ou « Libye méridionale » désignent parfois uniquement la région historique du Fezzan, nous les utilisons ici pour nous référer également à la partie sud de la Cyrénaïque, car les processus en cours dans toute la zone sont difficilement dissociables. À l'Ouest, les villes d'importance sont Sebha, capitale du Fezzan, Mourzouk et Oubari. À l'Est, se trouve le district Al-Koufra avec ses deux principales oasis Al-Jaouf et Koufra. Le caractère stratégique de ce district repose notamment sur la présence d'une des principales raffineries pétrolières du pays. La Libye méridionale est en effet particulièrement riche en hydrocarbure, notamment en Cyrénaïque. Elle dispose dans son Sud des gisements parmi les plus importants, comme celui de Koufra. Par ailleurs, plusieurs oasis du Sud ont historiquement joué un rôle de carrefour commercial. La ville de Sebha, notamment, constituait un pôle essentiel du commerce transsaharien jusqu'à la fin du XIX^e siècle².

Le Sud, vaste et peu peuplé³, s'avère particulièrement difficile à réguler. Son climat désertique et sa carence en infrastructures en dehors des principaux axes nationaux compliquent encore la tâche des autorités de Tripoli. Néanmoins, la situation géographique particulière du Sud en fait une zone de contact avec l'ensemble de la sous-région à laquelle il est donc pertinent de s'intéresser.

-
1. Mehdi Taje, « Géopolitique de la conflictualité au Sahel », *Diplomatie* n° 67, mars-avril 2014.
 2. Olivier Plez, « Sebha, une grande ville du Sahara libyen », *Méditerranée*, N°3.4, 2002.
 3. Le Fezzan à lui seul représente un territoire de 400 000 km², soit les deux tiers de la France, pour seulement 500 000 habitants.

Cette Note d'Analyse propose de faire un bilan des conséquences potentielles, pour le bassin sahélien, du démantèlement de l'État dans le Sud libyen. Sans prétendre dresser un inventaire exhaustif des scénarios possibles pour la région sahélo-saharienne, elle souligne certaines implications du changement de régime après 2011, en s'appuyant sur le cas de la prolifération des groupes armés et des trafics transfrontaliers. Le risque de contagion de ces deux menaces sur leurs propres territoires est en effet pris très au sérieux par plusieurs pays mitoyens.

Cette démarche prend comme point de départ la trajectoire institutionnelle du Sud, en partant de sa situation avant 2011 (chapitre 1). La fin du régime débouche ensuite sur une fragmentation régionale et communautaire, qui laisse la voie libre à de nombreux groupes armés. Une situation qui provoque la prolifération des trafics transfrontaliers d'armes et de drogue (chapitre 2). Enfin, la réaction des pays voisins (chapitre 3) traduit le risque que constituent les événements en cours pour l'ensemble du bassin sahélien et la diffusion de ce que l'ancien président de la commission de l'Union africaine Jean Ping a nommé une « éclipse sur l'Afrique⁴ ».



(Source : Division géographique de la [Direction des archives du ministère français des Affaires étrangères](#))

4. Jean Ping, Éclipse sur l'Afrique : fallait-il tuer Kadhafi ?, Michalon, Paris, 2014.

1. Spécificités de la trajectoire institutionnelle

Avant 2011, la Libye méridionale était soigneusement maintenue dans le giron de Tripoli. La disparition de l'ancien régime a contribué au développement d'un fossé entre régions mais aussi entre communautés. Dans un tel contexte, la voie s'est libérée pour les groupes armés qui ont commencé à proliférer...

1.1. Une région clef du régime kadhafiste

Dès son arrivée au pouvoir, Mouammar Kadhafi s'est attaché à corseter la Libye méridionale, dont il s'agissait de garder le contrôle à tout prix. Bien que né à Syrte dans le Nord, l'homme fort libyen disposait de fortes attaches dans le Fezzan, dans la mesure où la tribu des Kadhafs était originaire de sa capitale, Sebha. L'ancrage historique de la région dans le commerce transsaharien la rendait perméable aux influences extérieures, tout en confortant son précieux statut de « Porte de l'Afrique », avantage décisif dans la politique panafricaniste de l'autoproclamé guide libyen.

La ville de Sebha était par ailleurs un site stratégique du dispositif de sécurité de la Jamahiriya⁵ et hébergeait une importante base militaire. Le régime de Kadhafi gardait donc un œil très attentif sur l'évolution de la situation dans les points clefs du Sud : les postes-frontières, les oasis et les raffineries pétrolières. Le colonel s'était assuré le soutien d'une large part des élites locales, grâce à l'implication dans le tissu régional de la *Mukhabarat el-Jamahiriya*, l'agence de renseignement étatique. Les services de sécurité et les forces armées libyennes s'appuyaient activement sur les communautés locales et toléraient le développement d'une contrebande lucrative, tant qu'elle se soustrayait à l'agitation sociale. En effet, le commerce transfrontalier, légal ou non, constituait le maillon essentiel de l'économie locale⁶. En laissant trafiquants et contrebandiers opérer sans entraves, les services de sécurité du régime achetaient à bas prix un ancrage solide de la région en faveur de Tripoli⁷.

1.2. Fragmentation régionale et communautaire

La chute du régime, en 2011, a eu deux conséquences notables dans le Sud libyen. La **première conséquence renvoie à la poussée fédéraliste des régions**, dont les trajectoires historiques sont bien distinctes. Le caractère littoral de la Tripolitaine l'a rattachée à l'espace méditerranéen, au contraire du Fezzan ouvert sur l'Afrique et de la Cyrénaïque, dont la population a souvent regardé vers le Moyen-Orient et le monde ottoman jusqu'au début du XX^e siècle. Mais au-delà des différences culturelles et identitaires, c'est surtout la répartition inégalitaire des richesses et des ressources qui alimente la rancœur. La Cyrénaïque produit en effet entre 60 et 80 % du pétrole libyen, ce qui fait d'elle la plus grande réserve prouvée de pétrole d'Afrique et la cinquième mondiale⁸.

5. La « Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste » est le nom officiel de la Libye de 1977 à 2011, sous le régime politique de Mouammar Kadhafi.

6. Peter Cole, *Borderline Chaos? Securing Libya's Periphery*, Carnegie Endowment for International Peace Washington D.C., 2012.

7. Wolfram Lacher, « [Libya's Fractious South and Regional Instability](#) », Small Arms Survey, Genève, 2013.

8. « [Libya forced to import oil as bright new dawn fades](#) », *The Times Middle East*, 3 septembre 2013.

Dans pareil contexte, la faiblesse structurelle du pouvoir central a logiquement débouché sur des proclamations unilatérales d'autonomie de la Cyrénaïque en mars 2012, à travers la formation d'une *barqa* (assemblée des notables), la région craignant d'être dépossédée par le reste du pays. Le Conseil régional du Fezzan lui a emboîté le pas en septembre 2013, se déclarant « province fédérale autonome » et se dotant d'un gouvernement exécutif. Ce dernier a d'ailleurs fustigé « la faiblesse du Congrès général national⁹ (CGN) et son manque de réponse aux exigences des Libyens du Fezzan¹⁰ ».

Certes, le coût politique et économique d'une indépendance réelle rend l'éclatement du pays peu probable à court et moyen termes : une Cyrénaïque et un Fezzan indépendants risqueraient de se trouver isolés sur le plan international, la plupart des États du monde soutenant l'unité libyenne. Les notables locaux ne s'y trompent d'ailleurs pas et leur rhétorique n'est pas celle du sécessionnisme mais du fédéralisme. Néanmoins, l'opposition des régions aux autorités centrales nourrit un cercle vicieux : Tripoli ne pourra gagner en consistance et en autorité que sur la base d'un compromis avec les conseils régionaux du Fezzan et de Cyrénaïque. En même temps, un tel compromis sera difficile à obtenir sans un Congrès général national suffisamment solide pour bénéficier du respect et de l'écoute des pouvoirs locaux. En attendant, la Libye méridionale risque de faire partie des régions du pays échappant presque entièrement à toute forme de régulation nationale.

La **seconde conséquence** de la chute du régime kadhafiste et du délitement étatique a trait à **l'exacerbation des contentieux communautaires dans le Sud**.

Le cas le plus visible est l'opposition entre Arabes et Toubous. Ayant pris une part décisive dans la rébellion de 2011, les Toubous – majoritairement originaires du Tchad et installés dans toutes les grandes villes du Sud – ont récupéré des postes importants dans le Conseil national de transition¹¹. La discorde a cependant rapidement éclaté. En 2012, le chef historique des Toubous en Libye, Issa Abdelmajid Mansour, a dénoncé une volonté de « nettoyage ethnique » par les Arabes. À l'époque, d'intenses combats à l'artillerie lourde avaient eu lieu à Sebha, détruisant la centrale électrique de la ville et causant de nombreux morts dans le quartier Tayouri, à majorité toubou¹². En 2014, les affrontements entre Toubous et Arabes sont devenus récurrents au Fezzan, les Nations unies dénombrant près d'une centaine de morts lors d'affrontements avec la tribu arabe Ould Souleimane dans la région de Sebha¹³.

9. Le « Congrès général national » est un organe parlementaire créé après la chute du régime de Kadhafi. C'est une assemblée de 200 membres, élue le 7 juillet 2012 par les électeurs libyens, à l'occasion de la première élection libre après plus de quatre décennies de dictature. Le président du Conseil général national exerce les fonctions de chef de l'État, pendant la période de transition qui précède l'établissement de nouvelles institutions.

10. « [Libya's southern Fezzan region declares autonomy](#) », *Al Arabiya news*, 26 septembre 2013.

11. « [Quand les Toubous se réveillent](#) », *Jeune Afrique*, 16 mai 2012 ; Le « Conseil national de transition » (CNT) est une autorité politique créée à l'occasion de la révolte libyenne de 2011, pour coordonner les différentes villes tombées aux mains des insurgés. Après la chute du régime, il a assuré l'intérim durant la transition, avant de transmettre le pouvoir au Congrès général national libyen issu des urnes.

12. « [Les Toubous appellent l'ONU à faire cesser le "nettoyage ethnique"](#) » *Jeune Afrique*, 31 mars 2012.

13. Wolfram Lacher, *art. cit.*

La dégradation de la situation a finalement conduit le Parlement tripolitain à décréter l'état d'urgence et à envoyer des renforts de l'armée dans la zone.

La querelle entre Arabes et Toubous découle en grande partie de la marginalisation des Toubous sous l'ère Kadhafi. De nombreux Toubous arrivant en Libye du temps de la Jamahiriya s'entassaient dans les périphéries urbaines pour servir de domestiques aux Arabes Zwaï et étaient traités comme des parias. Avec l'effondrement du régime, les Toubous aspirent aujourd'hui à une part du pouvoir et des richesses du pays. Cependant, les liens forts entre les Toubous du Fezzan et ceux du Tchad voisin conduisent les Arabes à les accuser de vouloir prendre le contrôle du territoire pour dominer le trafic d'armes et de drogues au niveau régional. En outre, Bashir el Kabit, chef des Frères musulmans en Libye a sous-entendu l'existence de collusions entre certains Toubous et des groupes armés pro-Kadhafi¹⁴. Autant d'éléments qui tendent à faire apparaître les Toubous comme une « Cinquième colonne », un ennemi de l'intérieur à éliminer.

Les divisions communautaires dans le Sud n'ont, en revanche, aucun caractère religieux. Composé à 97 % de sunnites, la Libye fait partie des États les plus « homogènes » de ce point de vue. Le problème ne se pose donc pas de la même manière qu'en Syrie, au Yémen ou en Irak¹⁵.

1.3. Une opportunité pour les groupes armés

La prise de distance des Conseils régionaux vis-à-vis de Tripoli laisse les coudées franches aux brigades et aux milices. Comme dans le reste du pays, les groupes armés de Libye méridionale opèrent le plus souvent ouvertement : leur objectif étant avant tout d'imposer leur autorité – par la force si nécessaire – et non pas de frapper aveuglément les populations avant de disparaître. En cela, leur usage systématique de la violence ne fait pas nécessairement d'eux des organisations « terroristes » à proprement parler mais plutôt des « prétendants » à un pouvoir devenu vacant.

L'expression « groupe armé » regroupe un ensemble de réalités hétéroclites. Tandis que le mot arabe *lawaa'* (littéralement « brigade ») renvoie plus spécifiquement à une unité militaire, les expressions *jaysh* ou *milishia* (milice) désignent des groupes paramilitaires¹⁶. Les brigades sont donc souvent composées d'anciens membres de l'armée régulière, ce qui n'est pas le cas des milices, dont les troupes sont recrutées directement au sein de la population. Certaines milices entretiennent des liens avec le pouvoir central ou travaillent pour lui, l'ancien président du Congrès national Mohammed Youssef el-Megaryef ayant ordonné la dissolution de toutes les milices non-contrôlées par l'État en 2012 suite à l'attaque de Benghazi. D'autres, en revanche, sont autonomes et les autorités n'ont aucune prise sur elles.

La plupart des groupes d'envergure nationale ont été créés dans le nord du pays. Certains existaient déjà avant 2011, bien que la rébellion contre le régime kadhafiste ait suscité une inflation de groupes armés.

14. *Arab-Tubu Clashes in Southern Libya's Sabha Oasis*, Jamestown Foundation, 6 avril 2012.

15. « [Autonomie de la Cyrénaïque : la Libye menacée de partition ?](#) » entretien avec Jason Pack, *France 24*, 5 juin 2013.

16. Des distinctions entre « brigades révolutionnaires », « brigades post-révolutionnaires » et « brigades dissidentes » sont établies par certains auteurs ; voir notamment Brian McQuinn « [After the Fall : Libya's Evolving Armed Groups](#) », *Small Arms Survey*, Genève, 2012.

Les brigades Al Qaaqaa et Al Sawaeq ont été formées à Zenten dans les montagnes de Nafousa, en Tripolitaine, tout comme le conseil révolutionnaire Al Zinten. Quant à la milice Ansar El Charia, la plus connue du pays, elle est originaire de Benghazi, capitale portuaire de la Cyrénaïque, où elle a notamment revendiqué l'attentat contre le service diplomatique des États-Unis en 2012¹⁷.

Quant aux groupes armés originaires du Sud, ils sont en général de tailles moins importantes, mais plusieurs d'entre eux disposent des moyens suffisants pour contrôler une ville et ses environs¹⁸. C'est notamment le cas des milices Bahreddin al-Rifi et Hasawna, qui se sont affrontées un mois en septembre 2013 pour le contrôle de l'aéroport de Sebha. La brigade Al-Maghawir, basée à Oubari, a la spécificité de recruter exclusivement auprès des populations touarègues originaires du Niger et du Mali. Citons enfin la brigade Faris, basée à Sebha, qui se distingue par ses membres venus de populations très diverses (Toubous, Arabes Ould Souleiman, familles Kadhafa, Warfalla...).

Contrairement aux bastions islamistes de Benghazi ou de Derna dans le Nord, un nombre restreint de milices ou brigades actives dans le Sud se réclament explicitement de l'islamisme radical. Certes, les rapports des services de renseignement suggèrent que la présence d'éléments d'AQMI¹⁹ ou du MUJAO²⁰ (dont son chef Mokhtar Belmokhtar) dans le Fezzan est quasi-certaine²¹. Néanmoins, la rhétorique adoptée par les brigades et milices originaires du Sud est le plus souvent déconnectée d'un discours religieux radical, contrairement à ce que suggèrent certains médias²².

2. Trafics transfrontaliers

À la chute du régime, beaucoup de contrebandiers ont perdu leur protecteur et la faiblesse du CGN a accentué la méfiance des notables locaux vis-à-vis du Nord. Néanmoins, l'ouverture des frontières après 2011 a également constitué une opportunité particulièrement lucrative pour les particuliers désireux de se lancer dans le trafic d'armes. Le trafic de drogue touche aussi la région, bien que les liens avec les groupes armés soient difficilement démontrables...

2.1. Circulation endémique du matériel militaire

Depuis 1992, la Libye a connu deux périodes d'embargo sur les transferts d'armement imposés par résolution du Conseil de sécurité de l'ONU. Le dernier en date, décidé suite à la répression des manifestations en février 2011 (résolution 1970 du Conseil de sécurité)

17. Pour un panorama relativement complet des groupes actifs sur l'ensemble du territoire, voir « [Guide to Key Libyan militias and other armed groups](#) », *BBC News Africa*, 28 novembre 2013.

18. Jason Pack, Karim Mezran et Mohammed Eljarh, *Libya's Faustian Bargains: Breaking the appeasement Cycle*, Rapport à l'Atlantic Council, Washington, mai 2014.

19. Al-Qaïda au Maghreb islamique.

20. Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest.

21. « [Le djihadiste algérien Mokhtar Belmokhtar retiré en Libye ?](#) », *Jeune Afrique*, 15 avril 2014.

22. Wolfram Lacher « [Je crois que les médias internationaux, surtout francophones, exagèrent souvent le rôle du sud libyen comme sanctuaire des djihadistes](#) », entretien avec *RFI*, 12 février 2014.

est toujours en vigueur²³. Il a cependant été assoupli à plusieurs reprises afin de permettre au gouvernement libyen d'acheter du matériel pour ses forces armées. Cependant, l'absence d'autorité effective laisse la voie libre au trafic et a fait du pays ce que le chercheur Matthieu Pellerin qualifie de « marché d'armes à ciel ouvert²⁴ ».

Les estimations du nombre d'armes en circulation dans le pays varient du simple au triple, tant il est difficile d'avancer des chiffres fiables²⁵. Néanmoins, de nombreux analystes, dont ceux du groupe d'expert des Nations unies sur la Libye, s'accordent sur le fait qu'une part importante de ces armes provient des immenses stocks accumulés pendant les quatre décennies de l'ère Kadhafi. Le chaos survenu après 2011 a permis à des groupes armés de s'y servir. Par exemple, des milices issues de la tribu des Ould Souleimane, près de Sebha, auraient acquis des quantités d'armes suffisamment importantes pour en faire commerce en zone frontalière. Le notable le plus influent de cette tribu, Bahreddin al-Rifi al-Sharidi, condamné pour trafic de drogue sous le précédent régime, se serait ainsi reconverti dans le trafic d'armes²⁶.

À ces stocks pillés, il faut ajouter les armes disséminées partout sur le territoire, suite aux largages organisés par la coalition occidentale pour soutenir la rébellion durant la guerre civile, ainsi que le matériel « récupéré » auprès des formateurs étrangers comme des fusils d'assaut M4, des pistolets Glocks, des Hummers GMV, etc. Des centaines d'armes de poings auraient en effet été volées dans des bases où opèrent des formateurs

américains²⁷. Ces vols permettent aux groupes armés de disposer d'une puissance de feu que l'armée régulière ne peut au mieux qu'égaliser.

Certains indices montrent une diffusion de ces armes depuis le Sud libyen, vers un périmètre élargi. Du matériel militaire provenant de Libye aurait ainsi été retrouvé dans pas moins de douze pays différents, dont plusieurs se trouvent en situation de guerre civile ou d'instabilité chronique comme la Somalie, la Syrie et l'Égypte²⁸.



Les circuits du trafic d'armes en Afrique occidentale : le rôle de la Libye via le Niger et l'Algérie (Source : [Office des Nations unies contre la drogue et le crime](#))

23. Simon Pierre Boulanger Martel, « [Transfert d'armes vers l'Afrique du Nord : entre intérêts économiques et impératifs sécuritaires](#) ». Note d'Analyse du GRIP, 26 mars 2014, Bruxelles.

24. Matthieu Pellerin, « Le Sahel et la contagion libyenne » *Politique étrangère*, 4^e trimestre 2012.

25. En mai 2012, Matthieu Pellerin estimait à 90 000 le nombre de Libyens armés pour un total de 20 millions d'armes présentes sur le territoire. En mars 2014, Saleh Jaweida, expert pour la Commission de sécurité nationale libyenne, estimait entre 10 et 15 millions le nombre "d'armes légères" en circulation, en ajoutant que le pays ne comptait plus d'armes de calibre plus lourd. Il précisait toutefois que tous les chiffres avancés étaient de l'ordre de la spéculation.

26. Wolfram Lacher, *art. cit.*

27. « [US Training Elite antiterror Troops in Four African Nations](#) », *New York Times*, 26 mai 2014.

28. Rapport du groupe d'experts sur la Libye en annexe du Rapport S/2013/99 du Secrétaire général de l'ONU au Conseil de sécurité, 15 février 2013.

Le Secrétaire général de l'ONU a affirmé que le chaos libyen avait permis la dissémination d'armes et leur transfert à des groupes tels AQMI au Mali ou Boko Haram au Nigeria. Ces groupes auraient bénéficié d'approvisionnements en armes légères et de petits calibres (ALPC) mais aussi en armes lourdes, telles que des stocks de MANPADS (*Man portable Air Defense Systems*), de missile antichars MILAN ou de lance-roquettes de type RPG-7 et BM-21²⁹.

Les circuits empruntés par les trafiquants sont divers mais certaines constantes peuvent être dégagées. Depuis le Sud libyen, les armes circulent vers l'Afrique occidentale via le Niger, où les frontières sont les plus poreuses.

L'immensité de la zone frontalière rend de toute façon difficile les contrôles. En revanche, les quantités d'armes transitant vers la Tunisie semblent minimes, du fait de la militarisation de la zone frontalière côté tunisien. De même, le déploiement massif de troupes de l'Armée de libération nationale (ALN) algérienne complique la tâche des trafiquants désirant faire transiter des armes en territoire algérien³⁰.

L'armée libyenne n'est par contre pas en mesure de contenir ce trafic. Bien que l'État avait annoncé vouloir consacrer 10 % de son budget au secteur de la défense et a fait croître ses dépenses militaires de 63 % en 2013, ces chiffres traduisent seulement un lent retour au niveau de l'ère Kadhafi³¹. En réalité, les forces armées libyennes doivent pour l'essentiel se débrouiller avec du matériel obsolète, comme des chars d'assaut T-72 ou des blindés chenillés M113³².

2.2. Trafic de drogue

La problématique de la drogue est récurrente dans tout le bassin sahélien et l'Afrique de l'Ouest, où des saisies importantes ont régulièrement lieu. La Libye n'est pas épargnée par ce phénomène. Le cas le plus spectaculaire fut celui de ce navire contenant plus de 30 tonnes de drogues abordé en mer début 2013 par les garde-côtes libyens à 60 kilomètres au Nord-Est du site pétrolier de Bouri³³. L'accroissement de la porosité des frontières méridionales facilite la circulation de la production.

En revanche, peu d'éléments permettent d'attester de l'existence de liens formels entre groupes armés et trafiquants dans le Sud libyen, bien que cette hypothèse fasse couler beaucoup d'encre³⁴. Si transit de drogue dans le Fezzan et le sud de la Cyrénaïque il y a, la diversité des routes empruntées indique qu'il s'effectue en dehors de structures organisées. Par conséquent, il convient de distinguer soigneusement l'étude des activités des groupes armés et celles des narcotrafiants.

29. Rapport S/2012/42 du Secrétaire général de l'ONU au Conseil de sécurité, 18 janvier 2012.

30. Moncef Kartas « [On the Edge? Trafficking and Insecurity at the Tunisian-Libyan Border](#) », *Small Arms Survey*, Genève, décembre 2013.

31. « Military Balance » *International Institute for Strategic Studies*, Londres, 2013.

32. « [Armée libyenne : dans l'urgence de se reconstruire](#) », *Jeune Afrique*, 3 décembre 2013.

33. « [Major drugs bust off Libyan coast](#) » *Libya Herald*, 24 février 2013.

34. Voir notamment Wolfram Lacher « [Challenging the Myth of the Drug Terror Nexus in the Sahel](#) », *West Africa Commission on Drugs*, background paper, juillet 2013.

3. L'inquiétude des pays frontaliers

La réaction des pays frontaliers exprime le risque que pourrait constituer la Libye méridionale pour l'ensemble du bassin sahélien. Si l'Algérie et le Tchad privilégient un isolement rigoureux, le Niger se distingue par son soutien à la mise en place d'une intervention internationale dans la zone...

3.1. Jeu de l'Algérie

Bien que privilégiant plutôt la non-ingérence, l'Algérie considère la stabilité de l'ensemble de la zone de transition entre le Sahel et le Sahara comme une condition essentielle à sa sécurité intérieure. Le Département du renseignement et de la sécurité (DRS) veille ainsi attentivement au contrôle des postes-frontières. Fin 2013, le Premier ministre algérien Abdelmalek Sellal et son homologue libyen ont signé un accord de coopération visant à renforcer les contrôles aux frontières et à mettre en place une politique commune de lutte contre les trafics transfrontaliers de drogue et d'armes³⁵. Néanmoins, la déliquescence de l'État libyen a empêché toute traduction concrète de cette initiative. Alger se voit contraint d'agir de façon unilatérale et refuse catégoriquement de travailler avec les milices touarègues déployées en territoire libyen, que le gouvernement algérien a qualifié de « salafistes » et estime responsables de l'attaque sanglante de la centrale gazière algérienne de Tiguentourine début 2013³⁶. En mai 2014, l'armée algérienne décide finalement de fermer la frontière algéro-libyenne, suite à la dissidence du général Khalifa Haftar, ce qui met un terme à tout embryon de collaboration bilatérale.

Près de 40 000 soldats algériens seraient massés à la frontière³⁷. La réélection du président Bouteflika en avril n'a pas influé sur la « stratégie de confinement » algérienne. Malgré la vague de critiques essuyée par l'armée nationale populaire et qui s'est traduite par des appels à la démission du général Mediène (dit « Toufik ») – patron des services de renseignement et homme de l'ombre du régime – l'ALN est bien décidée à maintenir le verrouillage de la frontière. Elle cherche à prévenir toute infiltration des groupes armés en territoire algérien via la willaya (province) d'Illizi, véritable cauchemar du DRS. En cela, l'Algérie reste fidèle à sa posture militairement neutre, même si la France est suspectée d'exercer des pressions discrètes pour l'inciter à intervenir plus activement en Libye et dans le reste du Sahel, dans le sillage de la visite du ministre de la Défense français Jean Yves le Drian à Alger, le 21 mai 2014³⁸.

3.2. Prudence de N'Djamena

La plus grande frontière méridionale de la Libye est celle la séparant du Tchad (1 000 km) et ce voisin scrute soigneusement les événements en cours en Cyrénaïque et au Fezzan, se sentant notamment concerné par la problématique des Toubous. En effet, face à la multiplication des accrochages avec les Arabes Zwaï et Querchefani, certains Toubous décident aujourd'hui de rentrer au pays, ce qui n'est pas sans préoccuper le président

35. « Libya, Algeria to boost border security cooperation », *Middle East Online*, 12 décembre 2013.

36. « [Des milices de tribus touareg gardent la frontière libyenne, inquiétant Alger](#) », *Le Monde*, 23 octobre 2013.

37. « [Libye, Mali : inquiétudes algériennes, pressions françaises](#) », *Orient XXI*, 28 mai 2014.

38. « [Coordination militaire discrète entre Paris et Alger dans le Sahel](#) », *Orient XXI*, 15 mai 2014.

Idriss Déby, du fait de sa méfiance persistante vis-à-vis de ces populations. Le chef d'État tchadien a multiplié les mises en garde en 2013 et 2014, contre le risque de contagion de l'instabilité que représentent la Libye et son sud. Son ministre des Affaires étrangères, Moussa Faki Mahamat, s'était entretenu à ce propos avec le Premier ministre libyen lors du sommet de l'Union africaine de février 2014³⁹. La posture du Tchad s'avère néanmoins largement attentiste, le pays ne disposant pas des moyens militaires ou diplomatiques d'un voisin comme l'Algérie et n'étant pas non plus prêt à proposer une aide matérielle au Sud libyen.

Il est vrai que l'implication tchadienne en Centrafrique au sein de la MISCA, jusqu'au retrait des troupes de N'Djamena en avril 2014, a mobilisé une grande partie des capacités de projection militaire du pays, qui a par ailleurs payé cher son intervention au Mali⁴⁰. Le Tchad n'a donc pas l'attention d'assumer la responsabilité du maintien de l'ordre constitutionnel en Libye, avec qui il partage une histoire conflictuelle : une guerre avait notamment opposé le Tchad de Hissène Habré à la Libye kadhafiste entre 1978 et 1987 pour le contrôle de la bande d'Aozou, une zone frontalière qui renferme des ressources inexploitées en uranium et en manganèse.

3.3. Pressions du Niger en faveur d'une intervention internationale

L'activisme du Niger tranche avec les postures plus modérées du Tchad et de l'Algérie. En mai 2013, le président Issoufou avait indiqué que la série d'attaques dans la région d'Agadez touchant la mine d'uranium exploitée par Areva ainsi que la base militaire française, devait être attribuée à des groupes armés du Sud libyen⁴¹. Le Niger réclame explicitement une intervention internationale dans la région, considérant l'État central libyen comme incapable de se réformer. Le gouvernement coopère étroitement avec les États-Unis dans cette optique. Le ministre des Affaires étrangères, Mohamed Bazoum, a ainsi déclaré que le Niger était désormais prêt à accepter la présence de drones armés sur son territoire en vue de la planification d'attaques ciblées. Une centaine de drones non-armés ont déjà été déployés par Washington et Paris dans les régions frontalières du Mali, de l'Algérie et de la Libye⁴². Le Pentagone dépenserait 15 millions de dollars annuellement au Niger dans le cadre de différents programmes, dont le *Trans-Saharan Counterterrorism Initiative* (TSCTP⁴³). Le président Issoufou se positionne ainsi comme le chef d'État le plus favorable à une reprise en main occidentale des affaires dans la région, ne faisant pas confiance à ses voisins pour maintenir l'ordre et réduire le périmètre d'action des groupes armés⁴⁴.

39. « [Zizanie dans le Fezzan entre Toubous et Arabes](#) », *Jeune Afrique*, 4 février 2014.

40. Voir au sujet du Tchad, Luntumbue Michel & Massock Simon, « [Afrique centrale : risques et envers de la pax tchadiana](#) ». Note d'Analyse du GRIP, 27 février 2014, Bruxelles.

41. « Armed Conflict Database », *International Institute for Strategic Studies*, Londres, 2014.

42. « [Niger would welcome armed U.S drones: foreign minister](#) », *Reuters*, 18 septembre 2013.

43. Voir notamment Bérangère Rouppert, « [Les États sahéliens et leurs partenaires extrarégionaux : le cas de l'Union européenne en particulier](#) », Note d'Analyse du GRIP, 6 décembre 2012, Bruxelles.

44. En janvier 2014, l'ancien chef d'État-major des armées françaises, Edouard Guillaud, a appelé à « monter une intervention militaire occidentale dans le Sud libyen ». Cette déclaration n'a pas rencontré un écho favorable au sein de l'armée française et une majorité d'analystes estiment qu'une telle initiative aurait, dans les circonstances actuelles, des conséquences essentiellement négatives.

Conclusion

Délaissée par un État central en pleine décomposition et sujette à une fragmentation régionale et communautaire, la Libye méridionale a été investie par les groupes armés et subit une recrudescence des trafics transfrontaliers. Ces deux symptômes suscitent d'importantes craintes des pays mitoyens, qui souhaitent éviter à tout prix une diffusion de la crise libyenne dans l'ensemble du Sahel.

Rappelant la responsabilité directe de l'OTAN dans le chaos libyen, les appels de membres du gouvernement nigérien en faveur d'une intervention étrangère rencontrent un scepticisme de rigueur chez les puissances occidentales, qui n'envisagent pas de nouvelles opérations militaires d'envergure après celles de 2011.

Pour sortir de l'anarchie dans le Sud et y réduire la place des groupes armés, l'État affaibli est face à un dilemme et forcé de réaliser un numéro d'équilibriste. Il doit considérablement renforcer le pouvoir central en mettant sur pied un véritable gouvernement tout en évitant qu'un jacobinisme excessif n'exacerbe le rejet du CGN par les élites régionales du Fezzan et de la Cyrénaïque. Il est contraint d'accentuer le contrôle des groupes armés en s'assurant de leur loyauté à l'égard du régime et de leur respect des droits fondamentaux, mais ne peut prononcer leur dissolution définitive sous peine de plonger le pays dans une guerre ouverte opposant l'institution militaire aux groupes armés. Autant d'objectifs qui apparaissent hors de portée à court terme et qui alimentent un discours alarmiste sur la situation libyenne.

* * *

L'auteur

Cette Note d'Analyse a été rédigée par Ismaël Maazaz, chercheur-stagiaire au GRIP, avec l'aide des équipes des axes de recherche « Conflits, sécurité et gouvernance en Afrique » et « Production et transferts d'armes ». Ismaël s'intéresse notamment aux questions de sécurité dans la bande sahélo-saharienne et en Afrique occidentale.

Avec le soutien du



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères
et européennes

Direction de la coopération
au développement et
de l'action humanitaire